
Archéologie et identité nationale :

le projet d'inventaire des sites historiques et culturels du Vanuatu

Jean-Christophe Galipaud

Résumé

Au début des années quatre-vingt-dix, la jeune nation du Vanuatu dirigée par un pasteur anglican, le père Lini, se trouvait confrontée au dilemme du développement. Cet archipel insulaire éclaté, composé de plus d'une centaine d'îles et d'autant de langues, voyait sa cohésion et ses traditions menacées par son ouverture sur le monde. Le désir du père Lini de promouvoir une identité nationale forte basée sur les valeurs d'une « coutume » revalorisée et édulcorée, et la nécessité de faciliter le développement économique des îles, ont conduit à l'élaboration, avec l'aide de l'ORSTOM et les moyens de l'Union Européenne, d'un projet d'inventaire et de préservation du patrimoine traditionnel, archéologique et historique du pays. Ce projet illustre le potentiel d'une approche archéologique élargie pour créer un outil efficace de préservation et de gestion du patrimoine culturel et pour assurer la formation de ses intervenants.

Mots-Clés : Patrimoines culturels, Développement économique, Identités, Vanuatu

*

Les méthodes de l'archéologie sont aujourd'hui largement sollicitées dans le monde pour répondre, aux côtés d'autres disciplines des sciences sociales, aux enjeux sociaux du développement. La connaissance du passé, la gestion sur le temps long des territoires, la préservation du patrimoine culturel bâti ou symbolique sont autant de thèmes abordés par cette archéologie au service du développement.

L'IRD s'est positionné depuis de nombreuses années sur ce créneau en soutenant des équipes d'archéologues autour de projets

de recherches innovants, en particulier en Afrique et en Océanie.

Cette archéologie résolument novatrice, proche des hommes, ouverte sur de nombreuses disciplines des sciences humaines et sociales, mais aussi des sciences de la terre a eu un impact certain sur l'ouverture scientifique de pays nouvellement indépendants ou en marge de le devenir et a soutenu la création de structures pérennes de recherche et de mise en valeur des cultures locales ou régionales. L'exemple du Projet d'Inventaire des Sites au Vanuatu illustre l'un des aspects de cette archéologie au service du développement et évoque la dimension politique de cette approche.

Des sociétés nouvelles en quête d'une identité nationale

À la suite de l'accession à l'indépendance du pays, en 1981, le gouvernement au pouvoir, dirigé par le pasteur Walter Lini, souhaite favoriser par différents moyens l'émergence d'une culture nationale, basée sur une coutume reconsidérée, qui associerait pouvoir politique et coutumier et effacerait le passé colonial (Babadzan 2007). La démarche est assez classique dans la mesure où la colonisation a substitué à la multiplicité des systèmes politiques traditionnels un système unique inspiré de l'occident. Dans ce contexte, le rejet du système colonial conduit nécessairement à une réécriture de l'histoire, et à une revalorisation d'une coutume reconstituée à partir de règles sociales et de savoirs passés pour permettre l'expression d'un consensus national.

Les acteurs politiques de l'indépendance du Vanuatu, formés à l'Université du Pacifique à Fiji, avaient une vision claire, partagée par leurs homologues d'autres pays nouvellement indépendants, comme les îles Salomon, de la société mélanésienne moderne à laquelle ils aspiraient (le *Melanesian Way*) (Tabani, 2000). Le pasteur Lini, premier ministre de 1980 à 1991, créa pour soutenir son action le *Malvatumauri*, ou conseil des chefs, et encouragea le développement d'un réseau de correspondants du Centre Culturel de Port-Vila (les *fieldworkers*) dans les îles de l'archipel. À travers ces relais, les actions et les souhaits du gouvernement pouvaient être diffusés, discutés et justifiés à l'échelle locale. Ils confortaient des réseaux déjà en place, anglicans et presbytériens en particulier. Ainsi, les mondes coutumiers, politique et religieux se confondaient en la personne du pasteur anglican Walter

Lini, haut gradé¹ de son île natale, Pentecôte et premier ministre du pays. Par ce biais, le nouveau pouvoir politique s'appropriait les fondements des systèmes politiques anciens et ancrant sa légitimité dans la référence et le respect affichés des valeurs ancestrales.

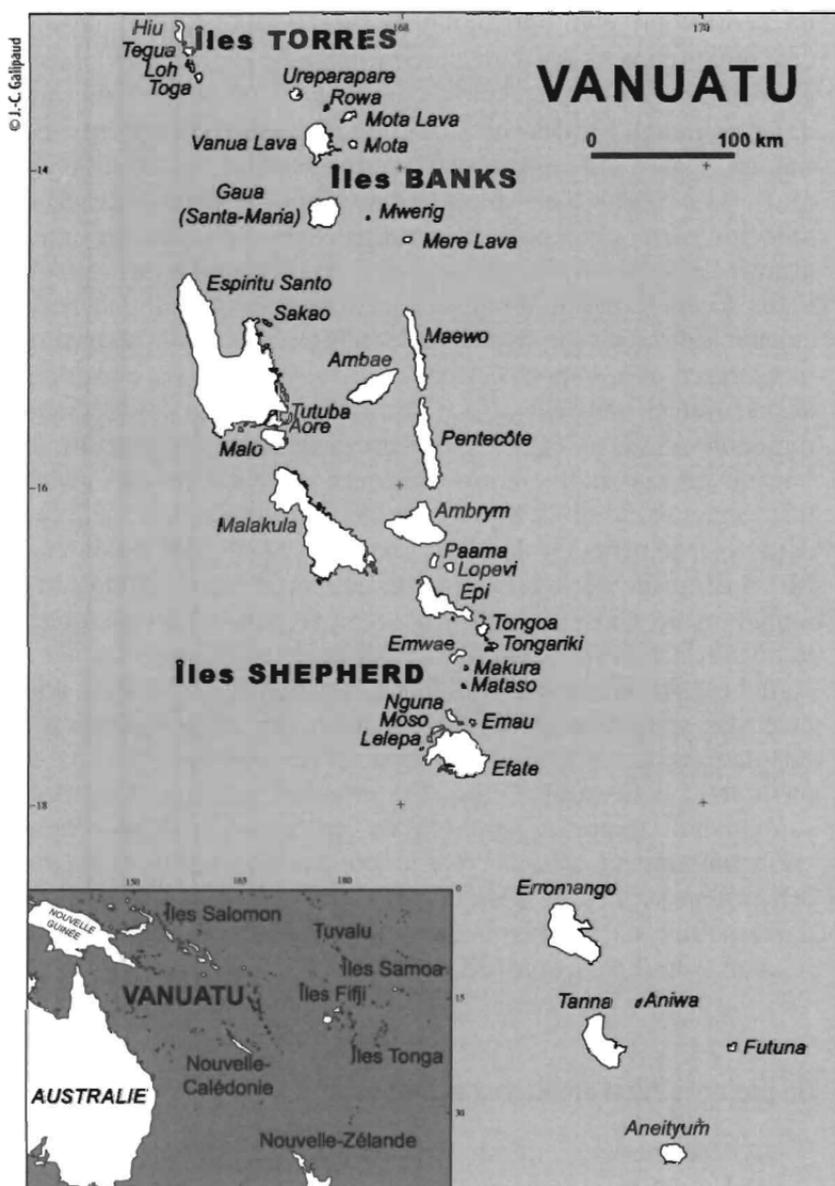


Tambour de Malakula, Vanuatu.

¹ Dans le système des grades locaux, correspondant à une hiérarchie sociale et politique basée sur le mérite individuel et dans laquelle l'ascension de l'individu s'opère par initiations successives.

Dans un pays neuf, le processus d'historicisation peut provoquer des réactions identitaires localement ou régionalement, car le besoin d'une histoire nationale ne cadre pas toujours avec les besoins individuels qui visent à réaffirmer les racines, à se positionner dans le système socio-politique et à en maintenir les équilibres. Il y avait de ce fait nécessité d'intégrer à la démarche politique nationale de construction identitaire une approche scientifique du passé colonial et précolonial, et ce, à plusieurs échelles, pour que cette connaissance du passé permit à l'individu – et aux communautés – de s'inscrire plus aisément dans ce processus de construction de l'Etat. L'ethnoarchéologie et l'archéologie historique telles qu'elles sont pratiquées dans le contexte océanien sont particulièrement adaptées pour répondre à ces préoccupations puisqu'elles associent les données historiques et anthropologiques aux traces et vestiges du passé. Cette approche permettait ainsi une perspective chronologique élargie, une recherche plongeant ses racines profondément dans le passé, un passé indifférencié, apuré des tensions et conflits de l'histoire récente, propre donc à fonder, pour les élites politiques locales, une histoire nationale débarrassée de son passé colonial. Pour les chercheurs, cette perspective était aussi le moyen d'appréhender le fonctionnement des sociétés traditionnelles à travers leurs productions, leurs représentations et symboles dans leurs environnements et territoires, et d'en préserver les éléments forts pour aider ces sociétés à avancer dans la modernité sans perdre ces repères. En ce sens, elle dépassait le cadre strict de l'archéologie classique et s'inscrivait plutôt dans un cadre « archéogéographique » tel que défini à la même époque par nos collègues Dominique Guillaud et Hubert Forestier (1998).

Pourtant, ce n'était pas la voie choisie par le père Lini qui se méfiait des chercheurs étrangers et de leur influence potentielle sur les populations locales. L'une de ses premières décisions avait été, en effet, d'interdire la recherche en sciences humaines dans le pays. Cette interdiction sera levée beaucoup plus tard, en 1995, et c'est donc dans ce contexte de prescription qu'un inventaire du patrimoine historique, culturel et archéologique fut conduit. Dirigé par deux archéologues, le projet intitulé « Inventaire des Sites historiques et culturels du Vanuatu » (VCHSS – Vanuatu Cultural and Historical Site Survey) illustre bien l'intérêt d'utiliser les méthodes de l'archéologie pour la conduite de certains projets de développement (Galipaud & Roe, 1990, 1994).



L'archipel du Vanuatu

La genèse du projet découlait des difficultés engendrées par un développement économique non maîtrisé, car le pays en quête de ressources ouvrit ses portes aux compagnies forestières asiatiques. Les méthodes de ces compagnies puissantes, habituées à soudoyer

ou à corrompre pour obtenir satisfaction, provoquèrent rapidement des conflits dans les îles dont elles souhaitaient exploiter les forêts. Le gouvernement n'avait semble-t-il pas prévu l'opposition d'une partie de la population à la destruction systématique de son environnement naturel, mais aussi culturel, sans compensations notables. De plus, tout cela s'opérait dans un climat de suspicion général largement alimenté par ces compagnies, certains chefs, en particulier dans la grande île de Malekula, ayant profité de l'aubaine pour s'enrichir. Cette situation mettait à mal la belle organisation nationale prévue et jetait le discrédit sur les chefs et les hommes politiques soupçonnés d'organiser, avec l'appui des compagnies étrangères, l'exploitation des ressources naturelles à leur profit. Elle renvoyait dos à dos élites nationales et élites locales pareillement décidées à construire leur pouvoir sur une tradition modernisée. Le projet d'Inventaire des sites historiques et culturels, financé par deux structures internationales de développement, l'Union européenne et l'ORSTOM (maintenant IRD, Institut de Recherche pour le Développement), satisfaisait les ambitions de chacun. Initié par le gouvernement du Vanuatu, il montrait la volonté nationale de préserver les cultures locales ; il contentait également les élites locales soucieuses de valoriser à leur profit les spécificités culturelles de leurs îles, mais également les populations, anxieuses de préserver les lieux symboliques de leur territoire ; il rassurait, enfin, les organismes internationaux qui souhaitaient assurer la pérennité des opérations de développement qu'ils soutenaient, afin de créer les conditions d'un développement privé dans les îles de l'archipel. Et enfin, pour les scientifiques, il permettait de réaliser le premier inventaire systématique des ressources archéologiques du pays.

Un projet culturel ambitieux et innovant

Les Mélanésien ont un sens profond de leur environnement naturel auquel ils sont liés par un tissu complexe d'événements et de traditions. La destruction physique d'une partie de cet environnement, lors par exemple de l'exploitation forestière ou minière, la construction de routes et de pistes d'aviation, etc., est encore accentuée par la perte de la culture attachée à ces lieux. Ce déséquilibre local a des effets à long terme qui accélèrent la perte culturelle au niveau régional.

L'objectif du projet, un inventaire des sites dans la totalité des îles de l'archipel, souhaitait répondre à ces attentes en :

- 1- concevant un système national d'inventaire et d'archivage des sites et en créant une base de données de ces sites pour le Vanuatu ;
- 2- formant le personnel vanuatais aux techniques d'inventaire ainsi qu'à la planification et à la mise en oeuvre de la recherche ;
- 3- informant les acteurs politiques et culturels ainsi que le public sur l'importance du patrimoine culturel et les moyens de le protéger ;
- 4- préparant le cadre légal de l'évaluation culturelle et de la protection des sites ;
- 5- assurant la diffusion de l'information auprès des interlocuteurs locaux et nationaux.

La méthodologie utilisée fut celle de l'inventaire archéologique dans sa forme la plus classique, c'est-à-dire une cartographie des éléments culturels anciens dans le paysage. Elle fut adaptée progressivement pour prendre en compte la diversité des milieux et des sites inventoriés. La richesse des traditions orales sur l'histoire et les lieux clés de la topographie culturelle ajoutèrent à l'inventaire une dimension nouvelle, invisible lors d'une approche classique qui n'aurait considéré que les vestiges de surface ou enfouis.

Une demande de financement adressée à la Communauté européenne et à l'ORSTOM permit de subventionner le projet sur l'enveloppe allouée aux pays de la zone ACP lors de la 3^e convention de Lomé. Le projet initié en 1990 pour une durée de deux ans fut reconduit à la demande du gouvernement du Vanuatu pour deux années supplémentaires et s'est donc achevé en décembre 1994.

La liste des sites à inventorier fut dans un premier temps proposée par les responsables fonciers et coutumiers des différentes îles. Les sites répertoriés sont donc une image fidèle du paysage culturel des îles visitées, tel qu'il est vécu par les communautés locales. Ils dessinent, au-delà de leur intérêt intrinsèque, les territoires culturels de ces îles, des ensembles de lieux signifiants réunis en réseaux. Dans les îles peu accessibles aux populations fortement enracinées (Santo, Malekula), lieux d'anciens villages et places de danse (*nasara* dans la langue véhiculaire du Vanuatu, le Bislama) jalonnent des circuits anciens qui délimitent le territoire des groupes. Dans les petites îles et sur la côte est des îles orientales (Maewo, Pentecôte, Epi ou îles Shepperds), blocs coralliens sur la côte ou récifs émergés dans le lagon personnifient les déités et rappellent les exploits des héros mythiques fondateurs.

Lors des missions de terrain, les zones avoisinantes de ces premiers sites furent systématiquement visitées à la recherche de sites ou de marqueurs archéologiques inconnus ou ignorés par les populations locales. Cet inventaire est ainsi un miroir de la connaissance traditionnelle, un condensé des constructions symboliques et identitaires locales, mais aussi un palimpseste de l'histoire ancienne. Sur la côte ouest de la grande île de Santo, par exemple, témoins archéologiques divers, anciens villages et vestiges architecturaux, anciens lieux de cultures et lieux symboliques dessinent un territoire culturel étendu dont l'implantation humaine actuelle ne rend aucun compte. Les savoirs traditionnels sur ces espaces anciens et la datation de certains sites éclairent sur l'ancrage des sociétés dans ce territoire et documentent leur évolution récente. Cette démarche révèle donc une histoire multimillénaire non détaillée car faute de fouille exhaustive des sites archéologiques les plus prometteurs, ce qui n'était pas possible à l'époque. En cela, l'expérience de l'Inventaire des Sites historiques et culturels du Vanuatu transcende le champ particulier de la discipline. « l'archéologie de terrain » ou *Field Archaeology*, développée par des collègues anglo-saxons (Hoskins 1955, Taylor 1974) pour permettre une lecture historique globale des paysages. Elle lui ajoute une dimension culturelle, celle que développèrent à peu près à la même époque nos collègues de l'IRD sous la dénomination d'archéogéographie (Guillaud & Forestier 1998, Guillaud 2008), définie comme l'articulation entre les reconstitutions scientifiques que les archéologues peuvent faire du passé et les perceptions qu'en ont les populations actuelles.

Cette vision idéale du projet d'inventaire doit être mitigée de quelques remarques concernant sa réalisation. Dans certaines régions, des conflits sous jacents ou une crainte des retombées possibles de cet inventaire entraînèrent le refus de partager ces connaissances. Pour éviter l'enregistrement de données fausses ou incomplètes, il était apparu important d'imposer un certain nombre de règles dont la principale, sans doute, était de ne jamais enregistrer des lieux ou des traditions qui ne faisaient pas l'objet d'un consensus. Dans certains cas, des informations jugées trop sensibles furent néanmoins transmises et archivées dans un catalogue réservé.

Pas d'inventaire sans diffusion et restitution de l'information

L'accumulation des données de terrain pose inévitablement et rapidement la question de leur classement et de leur diffusion. Le catalogage des données de l'inventaire nécessita la création d'une base de données spécifique sous Access. Elle autorisait des recherches rapides en utilisant les critères géographiques ou typologiques et permettait de prendre rapidement en compte ces données dans les projets de développement. Les limites de la diffusion du savoir inventorié (sites secrets ou tabous, par exemple) furent contournées en créant, dans la base, des niveaux de droits d'accès en fonction des sites.

Un rapport d'inventaire détaillé contenant l'ensemble de l'information (hormis les photographies) était systématiquement diffusé en français/anglais et bichlamar auprès du gouvernement et des communautés concernées. Des rapports plus succincts étaient réalisés à la demande pour servir à l'évaluation des risques culturels lors de la mise en place de projets de développement. Des émissions de radio hebdomadaires, enfin, assuraient la diffusion des traditions ou histoires les plus marquantes à l'ensemble des communautés de l'archipel.

VCHSS doit être compris comme un processus participatif. L'expertise historique et culturelle, rendue sous une forme utile pour les opérations de développement (cartes, base de données) et valorisante pour les sociétés locales (création, mise en valeur d'un patrimoine) a favorisé un développement tant économique que touristique de ces îles et insufflé dans la jeunesse de ce pays un goût renouvelé pour leur passé. Le projet a ainsi créé les conditions d'une véritable protection et mise en valeur des patrimoines locaux du pays.

Mieux encore, la multiplicité des approches mobilisées lors de la réalisation des inventaires de terrain ouvre sur une représentation du passé qui transcende les résultats classiques de l'inventaire archéologique et révèle des territoires culturels enrichis par une dimension diachronique. Ces résultats tangibles fixent les éléments culturels forts, les lieux structurants de la culture tra-



jeunes enfants sur un autel
de prise de grade à Santo

ditionnelle et de l'histoire (ce que l'on appelle désormais couramment les « géosymboles »). Dans le même temps, ce projet par son approche archéologique initiale a permis de valider ou de dénoncer des discours opportunistes contemporains. En ce sens, les résultats de cette archéologie de terrain, entre ethnoarchéologie et archéogéographie, ouvrent une nouvelle voie de médiation pour résoudre les conflits culturels provoqués par les opérations de développement en milieu rural.

En décembre 1994, le projet d'Inventaire des Sites historiques et culturels du Vanuatu est devenu officiellement un département rattaché au Ministère de la Justice, de la Culture et des Affaires féminines. Le personnel formé pendant quatre années a pu poursuivre l'action d'inventaire dans ce nouveau cadre.

Cet inventaire a révélé une densité insoupçonnée d'informations et de sites. Ces quelque 1400 sites inventoriés avec la multitude d'informations qu'ils contiennent fourniront pour les années à venir une base d'information inégalée dans cette partie du monde, et constituent d'ores et déjà les jalons du patrimoine national de l'archipel.

Références

- Babadzan A., 2007 – Le crépuscule de la Coutume : culture et politique l'heure du tournant néolibéral dans le Pacifique sud-est. *Critique internationale*, 2007 (4) n° 37 : 71-92.
- Galipaud J.-C., Roe D. 1990 – Proposition de projet pour la mise en oeuvre d'un recensement national des sites historiques et archéologiques pour la République de Vanuatu. ORSTOM/ Centre Culturel de Port-Vila. 22 pages.
- Galipaud J.-C., Roe D. 1994 – Inventaire des Sites Culturels et Historiques du Vanuatu : Description, évaluation et recommandations du projet. Rapport final. VCHSS, Port-Vila. 37 pages.
- Guillaud D. et Forestier H. 1998 – Archaeo-Geography of Former Dwelling Sites in Northern New Caledonia (District of Koumac, North Province). *Man and Culture in Oceania* : 14 : 99-119.
- Guillaud, D. 2008 – L'archéogéographie : pour une reconnaissance du passé dans l'espace. *EchoGéo*, n°4, mars-mai 2008.
- Hoskins G.W. 1955 – *The making of the english landscape*. Hodder et Stoughton, Londres. 326 p.
- Tabani Marc. 2000 – Walter Lini, la coutume de Vanuatu et le Socialisme mélanésien. *Journal de la Société des Océanistes*, 111 (2) : 173-195.
- Taylor C.-C. 1974 – Total archaeology or studies in the history of the landscape. In A. Rogers et T. Rowley (eds), *Landscapes and Documents*, Bedford square Press, London, 1974 : 15-26.

A photograph of an archaeological excavation site. In the foreground, a woman in a red shirt and white shorts is kneeling on the ground, using a hand trowel to carefully clear soil. In the background, another woman in a blue shirt is also kneeling, looking down at the ground. The ground is reddish-brown earth, and various archaeological tools and equipment are scattered around. The overall scene is one of active fieldwork.

PATRIMOINES

Une archéologie pour le développement

Coordonné par
Jean-Christophe Galipaud
et Dominique Guillaud

ελδ

Patrimoines

Une archéologie pour le développement

Coordonné par
Jean-Christophe Galipaud
et Dominique Guillaud

ελδ

Photo de couverture : Jean-Christophe Galipaud
Création graphique de la couverture et de l'intérieur : Massimo Miola (www.miola.net)
Mise en page, infographie : Laurence Billault

Impression : COM in the BOX (www.cominthebox.fr)

ISBN 979-10-92006-03-2

Tous droits réservés
© Les Éditions La Discussion, 2014

Les Editions La Discussion, 39 rue Léon Bourgeois, 13001, Marseille